



L'équilibre fiscal et les relations financières entre les gouvernements au Canada

Gouvernement du Canada

Mars 2002

www.pco-bcp.gc.ca/aia

Consensus ou mythe?

« En partant de l'hypothèse que les besoins sont à Québec alors que l'argent est à Ottawa, la Commission sur le déséquilibre fiscal se fonde sur un faux postulat, ce qui entraîne inévitablement de fausses conclusions. »

– Conseil du patronat du Québec, 7 mars 2002

« Lors de sa comparution devant la Commission Séguin, la Chambre de commerce du Québec avait soutenu que le Québec souffrait davantage d'un déséquilibre de richesse que d'un déséquilibre fiscal. À la lumière de ce constat, le transfert de la TPS ou de points d'impôt, que recommande le rapport (...), viendrait accroître ce déséquilibre et risquerait de pénaliser les provinces moins riches. »

– Chambre de commerce du Québec, communiqué du 7 mars 2002

Deux thèses soutenues dans le rapport de la *Commission sur le déséquilibre fiscal* (Commission Séguin)

1

Déséquilibre fiscal

2

Envahissement des
compétences provinciales

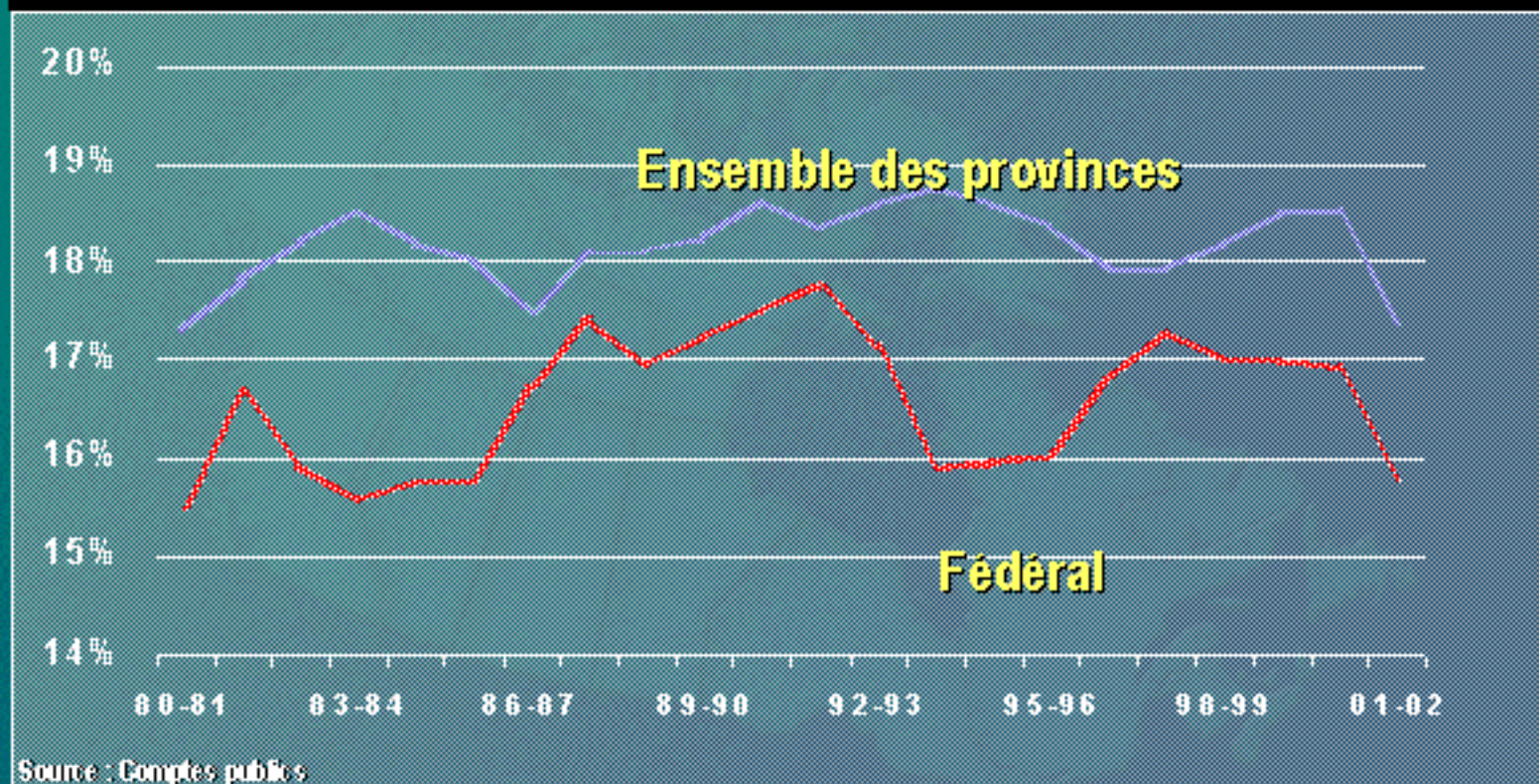
1 *Le mythe du déséquilibre fiscal*

➔ *l'évolution historique*

➔ *les projections*

Évolution des recettes

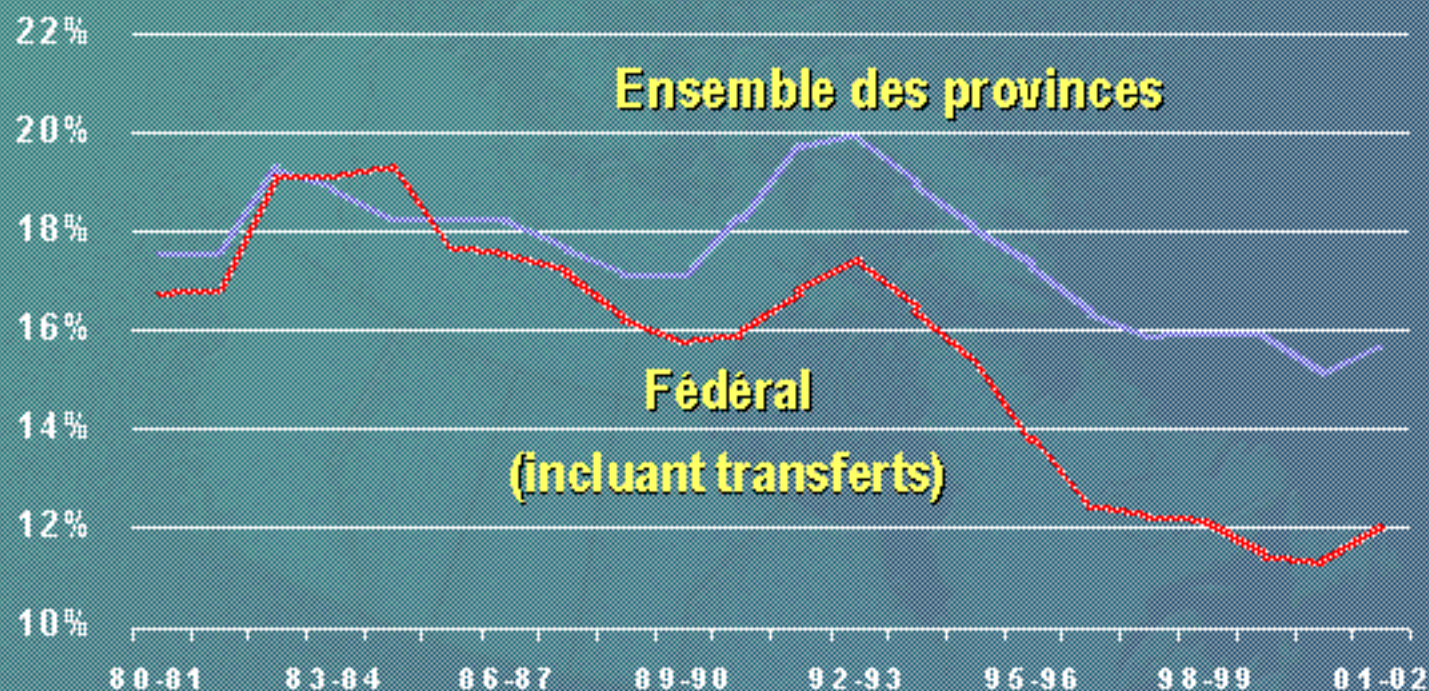
Revenus fédéraux et provinciaux (% du PIB)



La taille des revenus des gouvernements provinciaux dépasse celle des revenus du gouvernement fédéral depuis bien longtemps

Évolution des dépenses

Dépenses de programmes fédérales et provinciales (% du PIB)

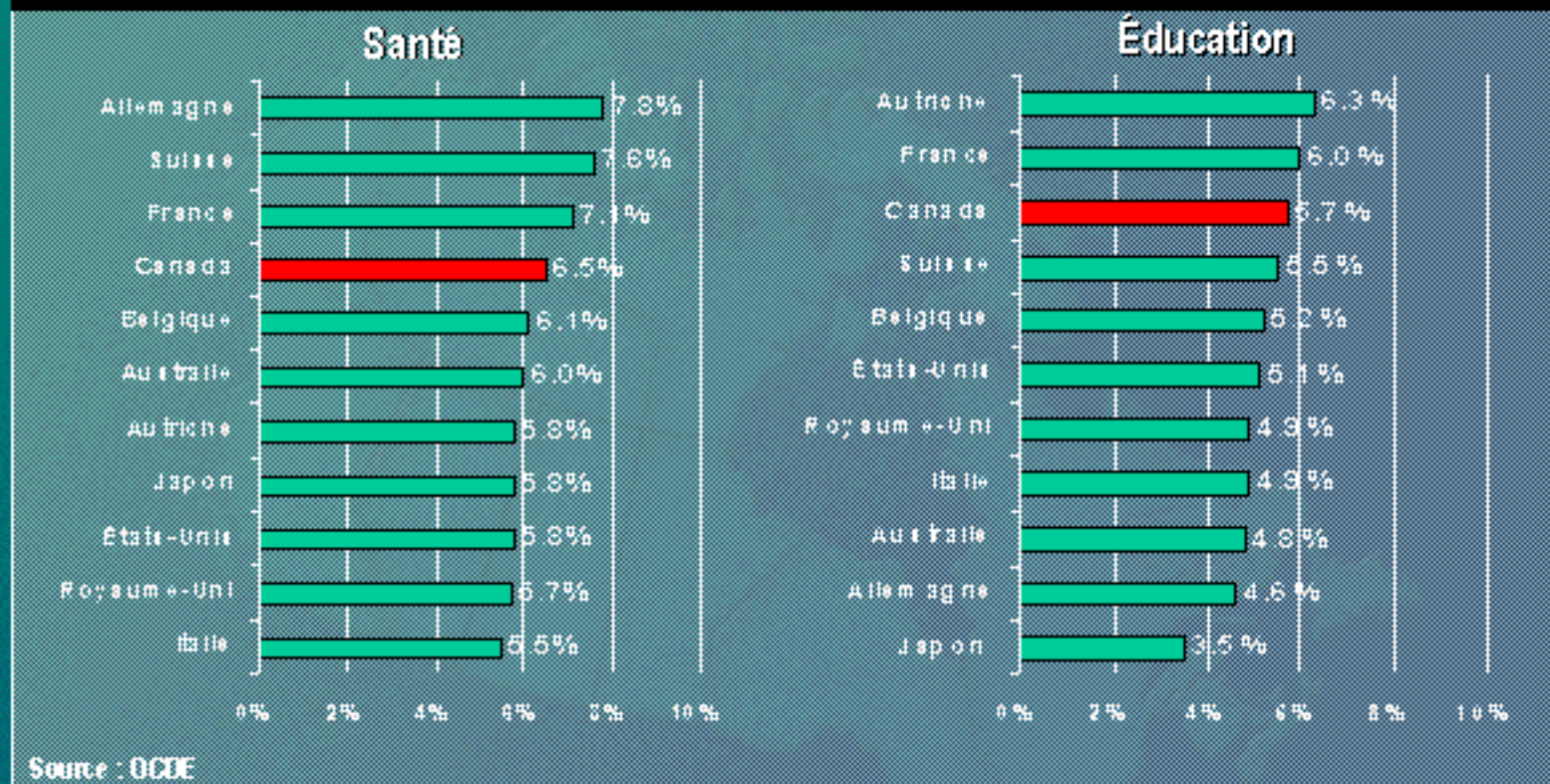


Source : Comptes publics

Les dépenses de programmes ont connu une croissance moins rapide que celle de l'économie

Dépenses en santé et en éducation

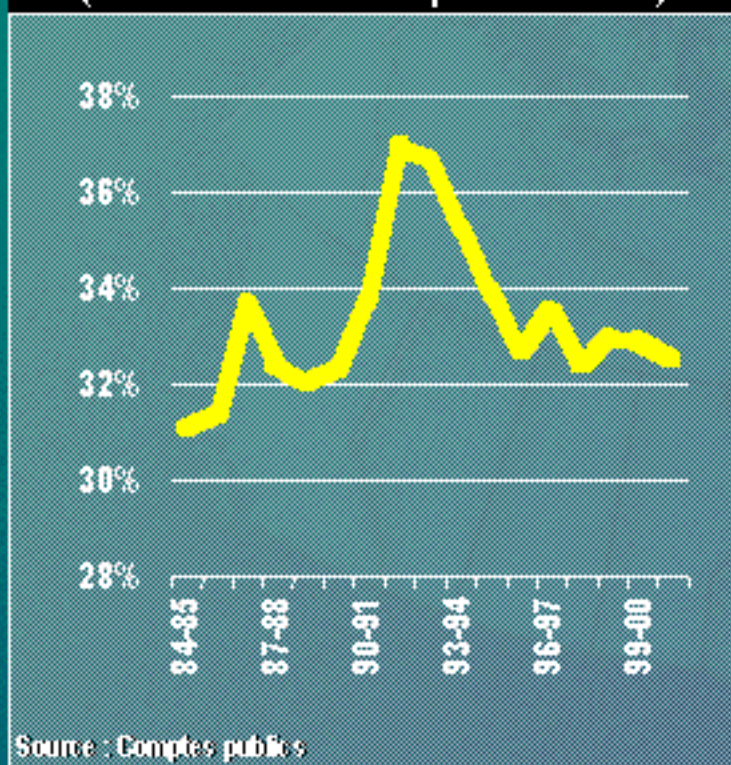
Dépenses publiques en santé et en éducation, 1998 (en % du PIB)



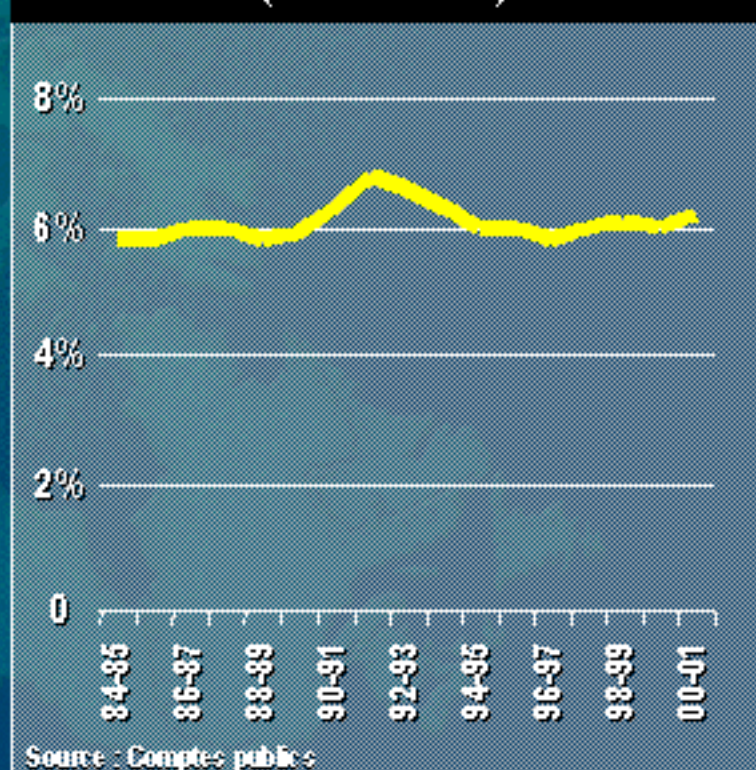
Le Canada affiche des dépenses publiques relativement élevées en santé et en éducation

Évolution des dépenses de santé

Dépenses provinciales de santé
(en % des recettes provinciales)

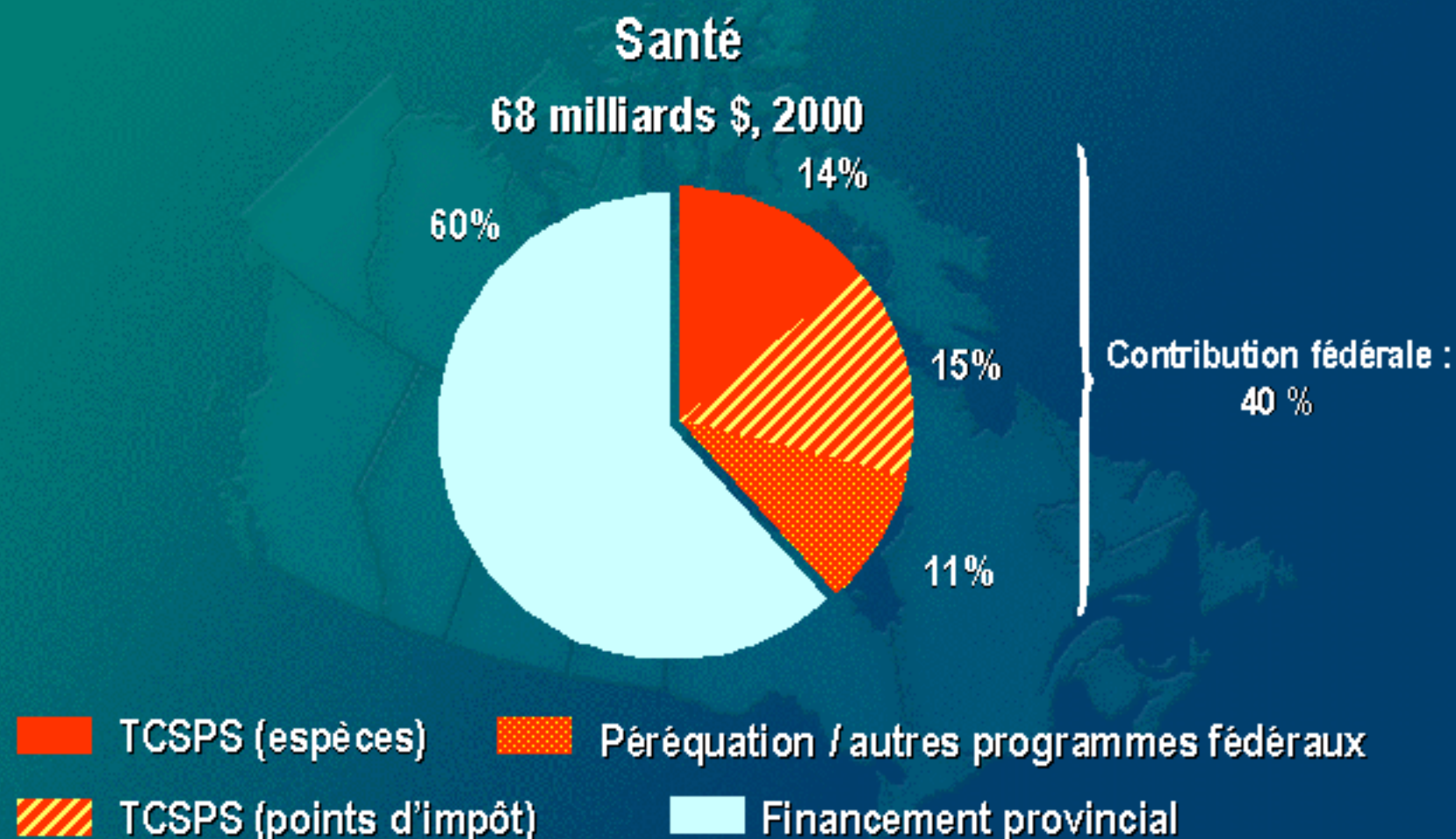


Dépenses provinciales de santé
(en % du PIB)



Les dépenses de santé ont augmenté sensiblement
au même rythme que les recettes provinciales et le PIB

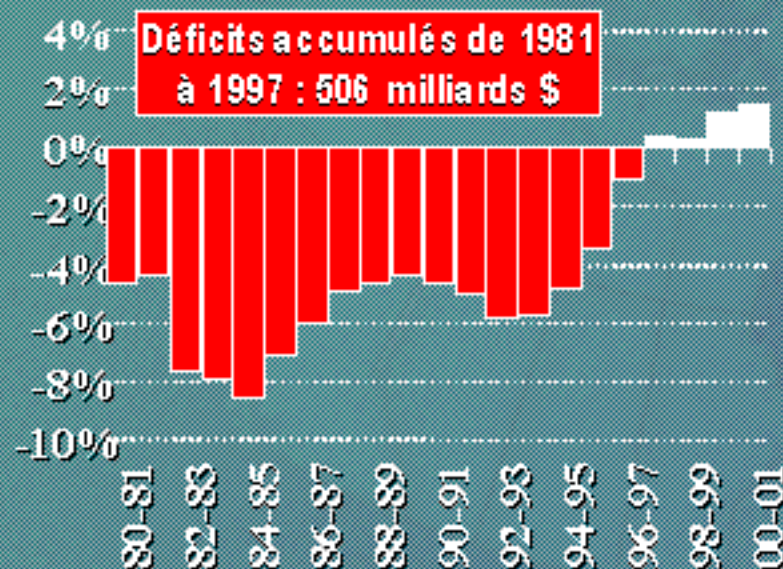
Contribution fédérale à la santé



Sources : Statistique Canada et Finances Canada

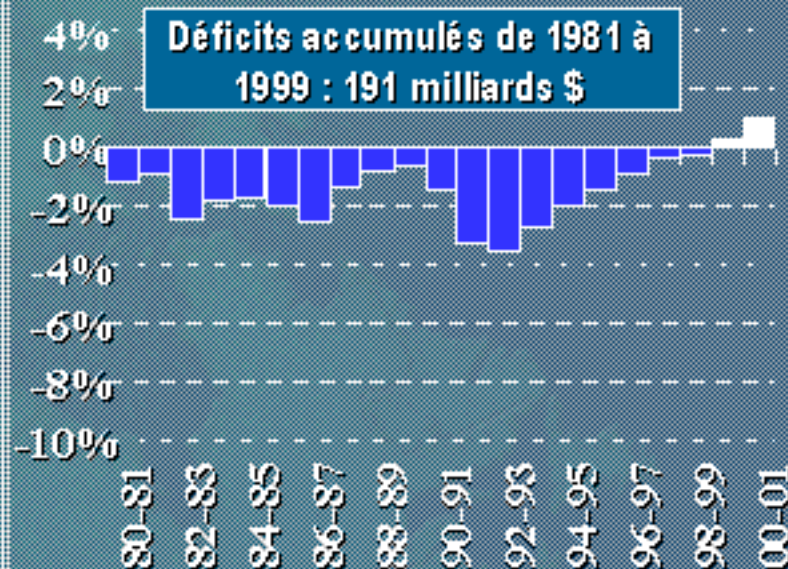
Évolution des soldes budgétaires

Solde budgétaire fédéral (% du PIB)



Source : Comptes publics

Solde budgétaire des provinces (% du PIB)



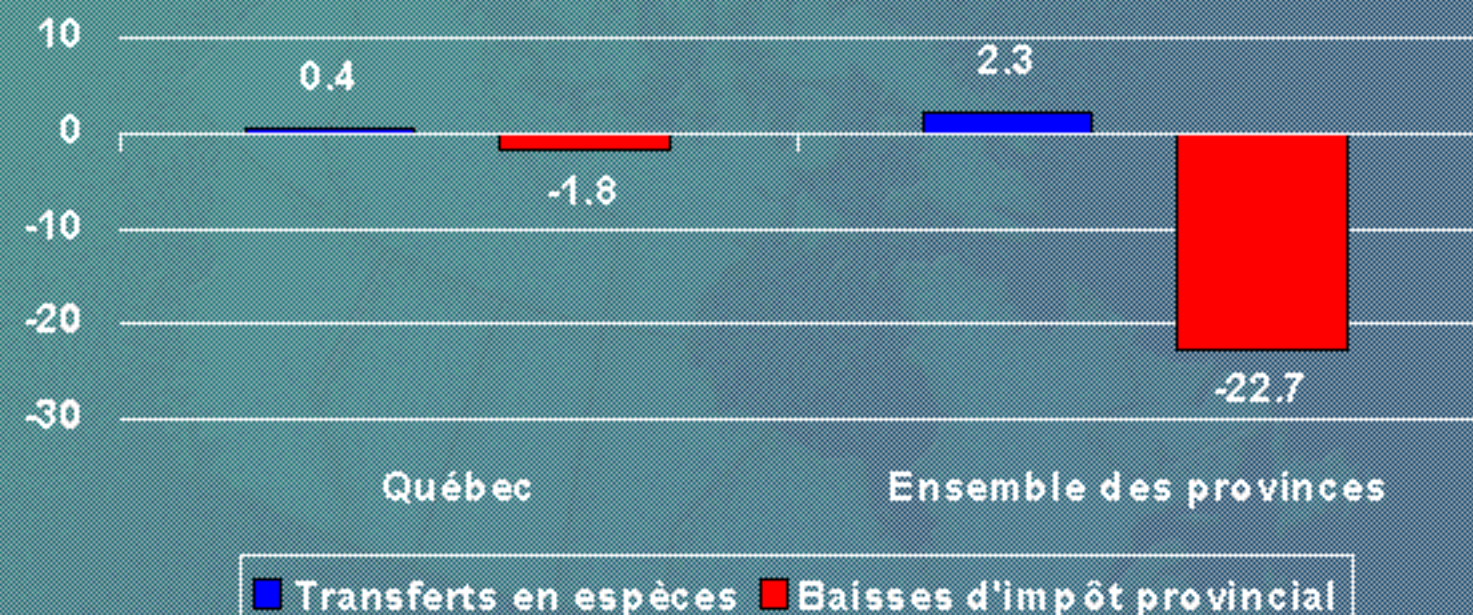
Source : Comptes publics

Les surplus fédéraux sont récents et petits par rapport aux déficits qui les ont précédés...

Les gouvernements provinciaux ont connu des déficits beaucoup moins importants 10

Baisses d'impôt provincial et augmentation des transferts

Transferts fédéraux en espèces et réductions d'impôt provincial
1994-1995 à 2002-2003 (en milliards \$)

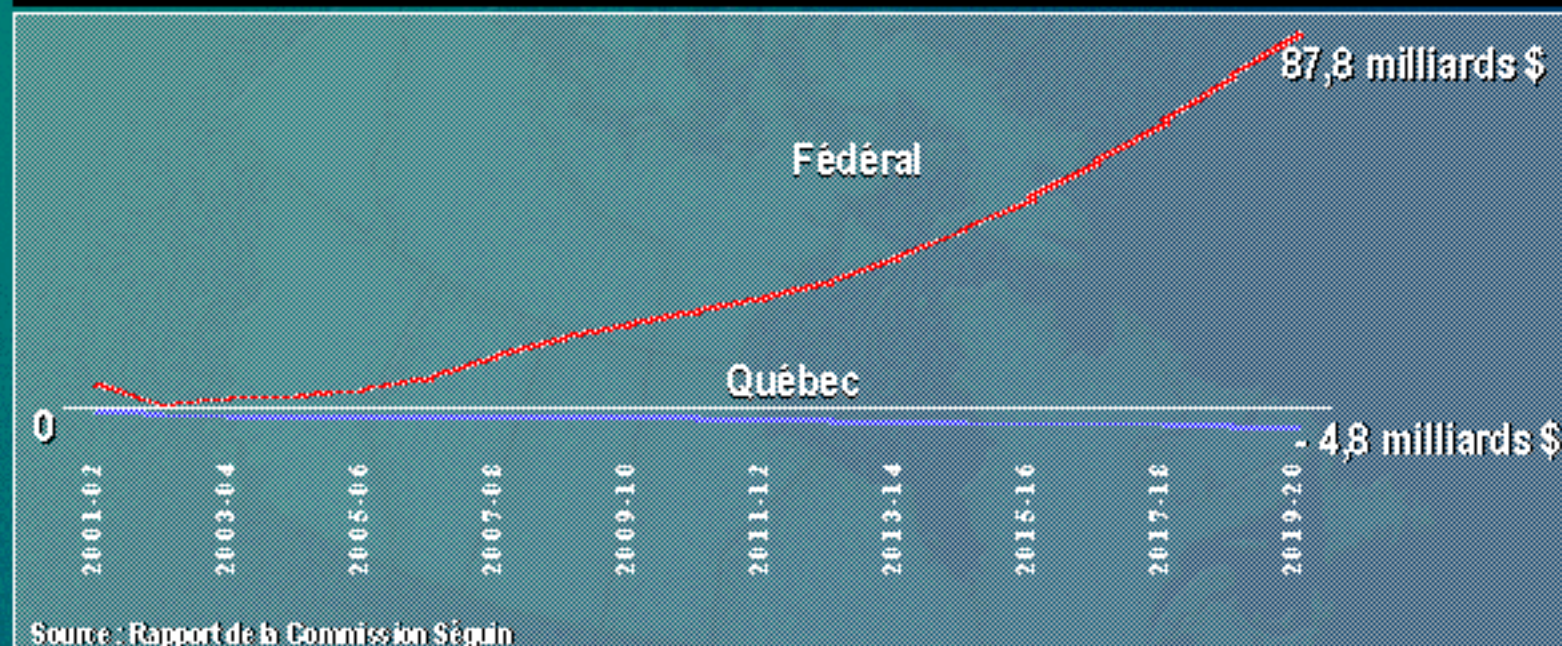


Sources : Finances Canada et documents budgétaires provinciaux

Augmentation des transferts fédéraux en espèces ...
... contre baisses d'impôt provincial beaucoup plus grandes 11

Projections du Conference Board

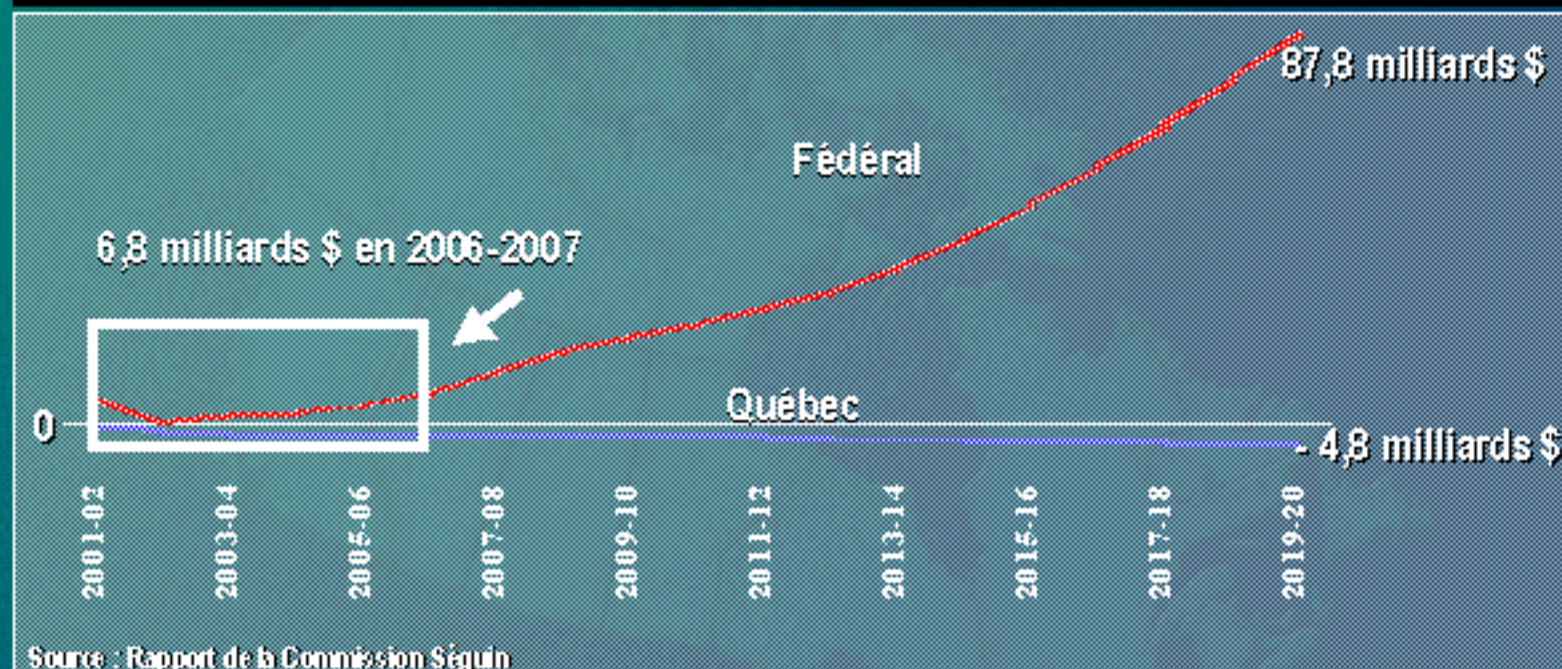
Solde budgétaire du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec (en milliards \$)



Les projections du Conference Board (en annexe au rapport de la Commission Séguin) supposent que les gouvernements ne prendront aucune décision pendant 20 ans

Projections du Conference Board

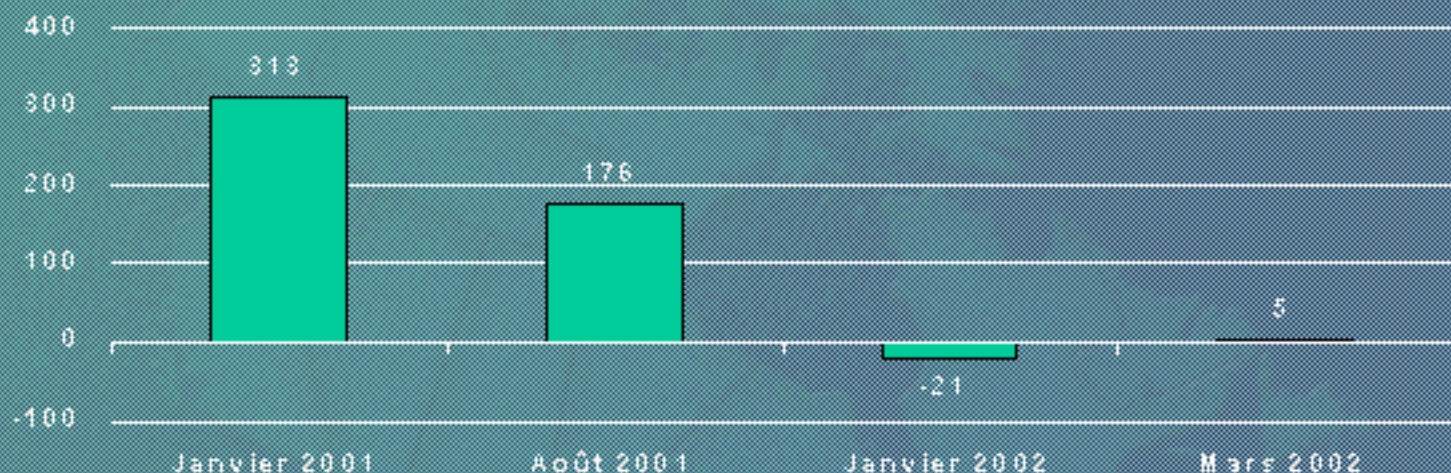
Solde budgétaire du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec (en milliards \$)



Le Conference Board prévoit de très faibles surplus fédéraux pour les 5 prochaines années

Incertitude des projections

Projection des surplus pour l'année 2002 aux États-Unis selon le Congressional Budget Office (milliards \$US)

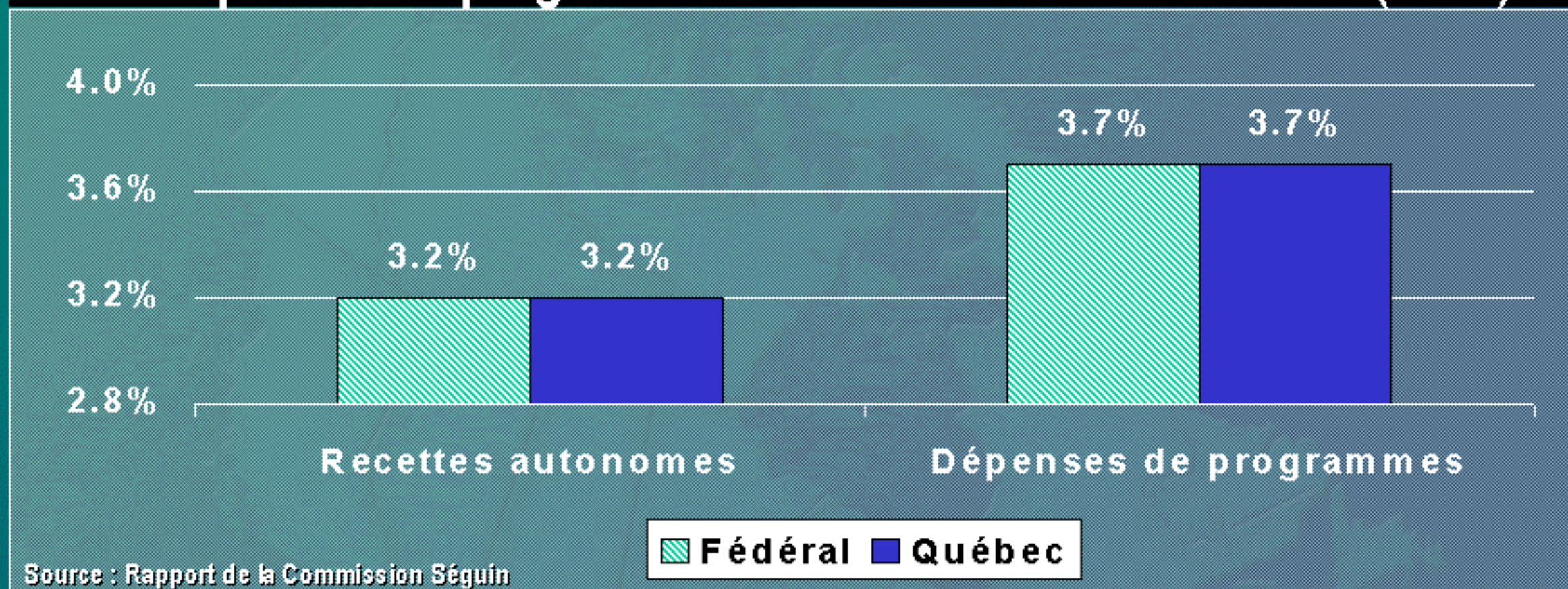


Source : Congressional Budget Office

En l'espace d'un peu plus d'un an, les prévisions ont changé radicalement en fonction des événements imprévus et de la conjoncture économique

Conclusions du Conference Board

Croissance annuelle moyenne prévue des recettes autonomes et des dépenses de programmes selon le Conference Board (en %)

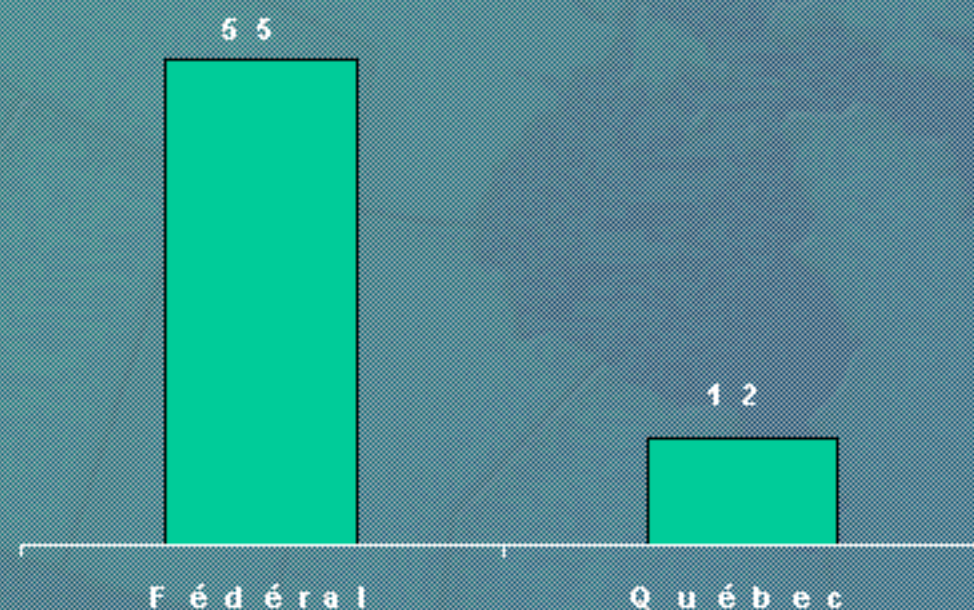


Selon le Conference Board, la croissance des recettes autonomes et des dépenses sera la même pour les deux gouvernements au cours des 20 prochaines années

Conference Board, 5 ans plus tôt

Les soldes budgétaires en 2001-2002 selon la méthodologie du Conference Board (en milliards \$)

Soldes qui auraient été enregistrés si aucune mesure n'avait été prise depuis 1997 (en milliards \$)



Source s: Finances Canada et documents budgétaires du Québec

Si on refait la simulation avec 1997 comme point de départ, les résultats n'ont rien à voir avec la réalité

Projections du Conference Board

Solde budgétaire du gouvernement du Québec

	Projections du Conference Board	Solde prévu (Énoncé du 19 mars 2002)
2001-2002	- 0,6 milliard \$	0
2002-2003	-1,8 milliard \$	0
2003-2004	-2,2 milliards \$	0

Sources : Rapport de la Commission Séguin et Énoncé complémentaire du 19 mars 2002

**L'Énoncé économique du 19 mars contredit
le rapport de la Commission Séguin**

Les recommandations du rapport de la Commission Séguin se solderaient par un retour aux déficits fédéraux, selon les hypothèses mêmes du rapport

Abolition du TCSPS et transfert des revenus de TPS

- coût net initial d'environ 8 milliards \$
- déficits fédéraux jusqu'à environ 2010

Abolition du TCSPS, transfert des revenus de TPS et adoption de la norme des 10 provinces pour la péréquation

- coût net initial d'environ 11 milliards \$
- déficits fédéraux jusqu'à environ 2013

Bonne santé financière fédérale - un atout, pas un problème

Contribue à maintenir les taux d'intérêt moins élevés

- **Provinces : économies au titre du service de la dette (chaque réduction de 1 % permet d'économiser 2,4 milliards \$ à terme)**
- **Citoyens : économie mensuelle de 147 \$ sur une hypothèque de 100 000 \$**

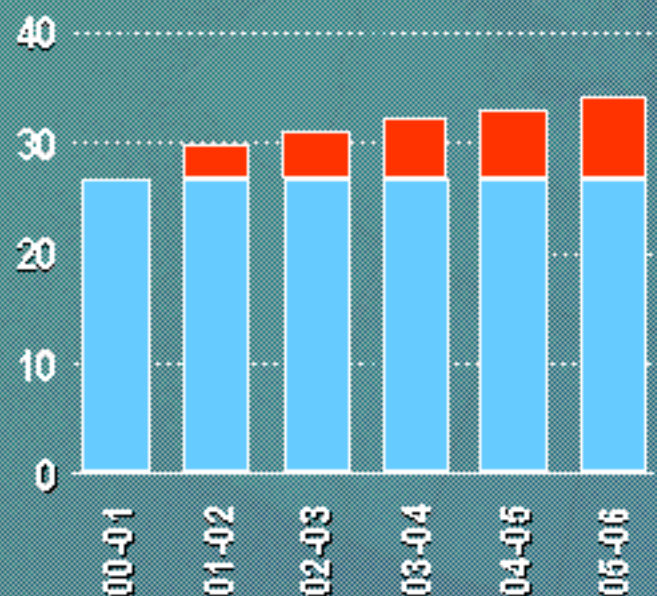
Encourage ainsi l'activité économique

- **Valeur des mises en chantier de 20 milliards \$ en 2001, comparativement à 11 milliards \$ en 1995**
- **Contribution aux rentrées fiscales de tous les gouvernements**

Le gouvernement fédéral aide les provinces autant qu'il le peut...

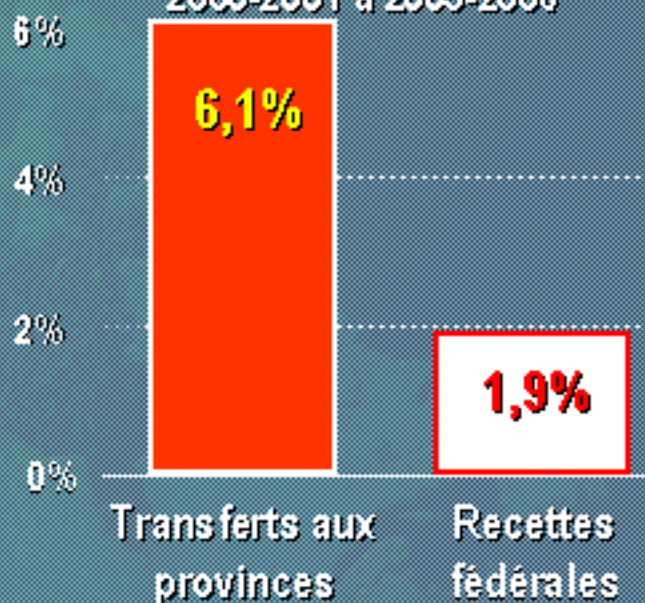
Transferts fédéraux en espèces

en milliards \$



Source : Finances Canada

Croissance moyenne (%)
2000-2001 à 2005-2006

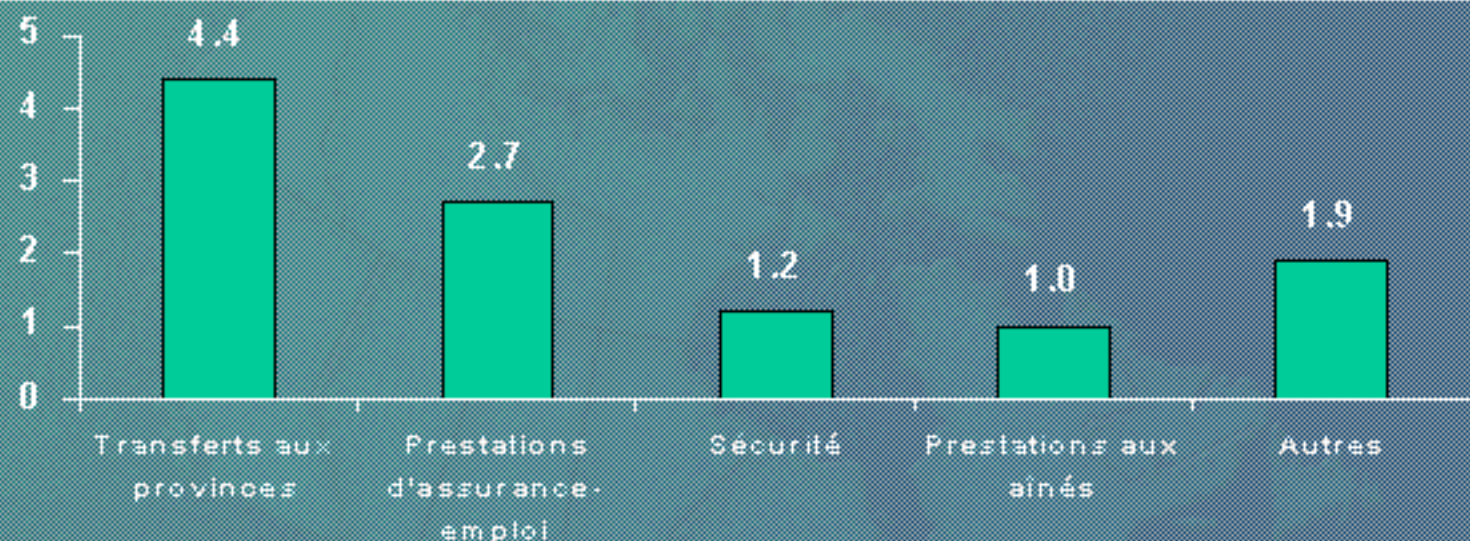


Croissance moyenne
annuelle de 6,1% ...

... soit sensiblement plus
que les recettes fédérales
projetées

... et investit dans les priorités des Canadiens

Hausse des dépenses de programmes fédérales en 2001-2002 (milliards \$)

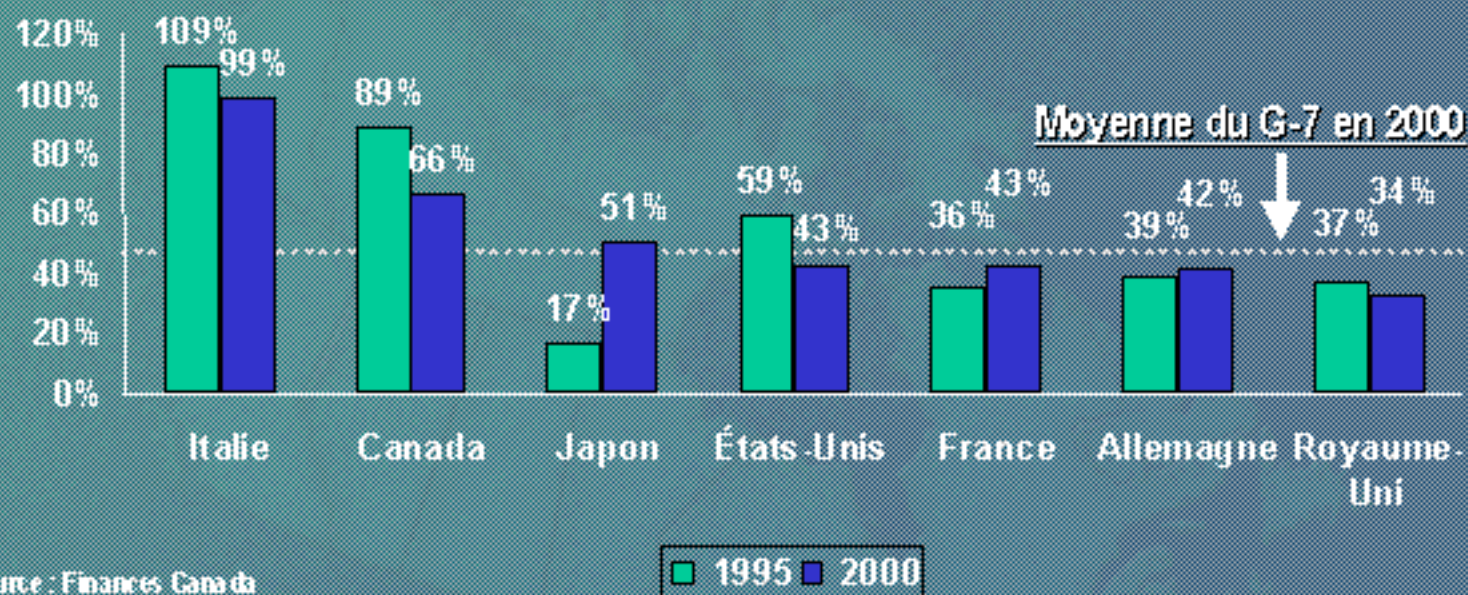


Source: Finances Canada

Des 11,2 milliards \$ d'augmentation des dépenses de programmes en 2001-2002, 40 % sont allés aux transferts

Le gouvernement fédéral doit continuer de rembourser sa dette

Dette nette de l'ensemble des administrations (en % du PIB)



« Certes, il faudrait célébrer les gains réalisés dans la lutte contre la dette, mais le temps n'est pas venu de déposer les armes. (...) Notre situation demeure assurément précaire. » TD Economics, 19 février 2002

2 *Le mythe du fédéralisme centralisateur*

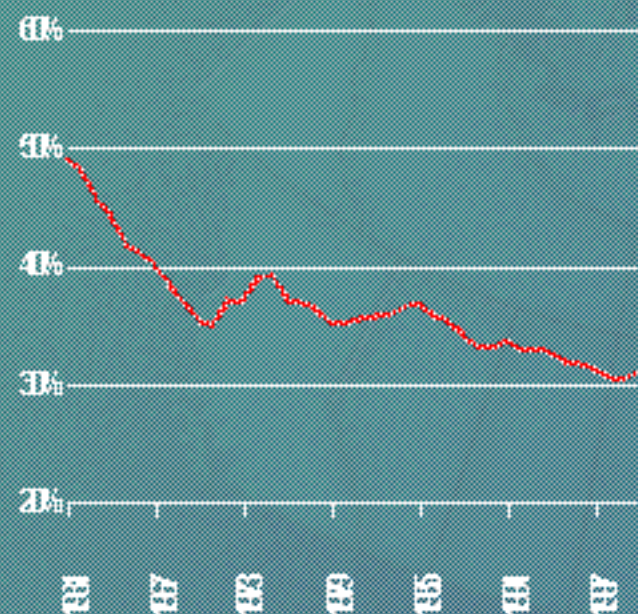
« Un écart fiscal en faveur du gouvernement fédéral ne peut qu'alimenter et encourager une politique d'intervention dans les champs de compétence des provinces... »

Rapport de la Commission Séguin, page X du Sommaire

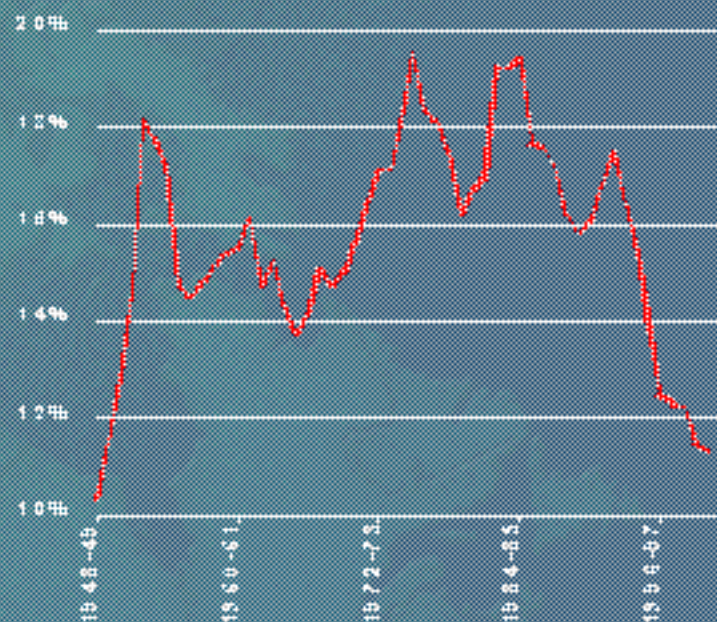
Dépenses de programmes

Dépenses de programmes fédérales

% de l'ensemble des gouvernements



en % du PIB

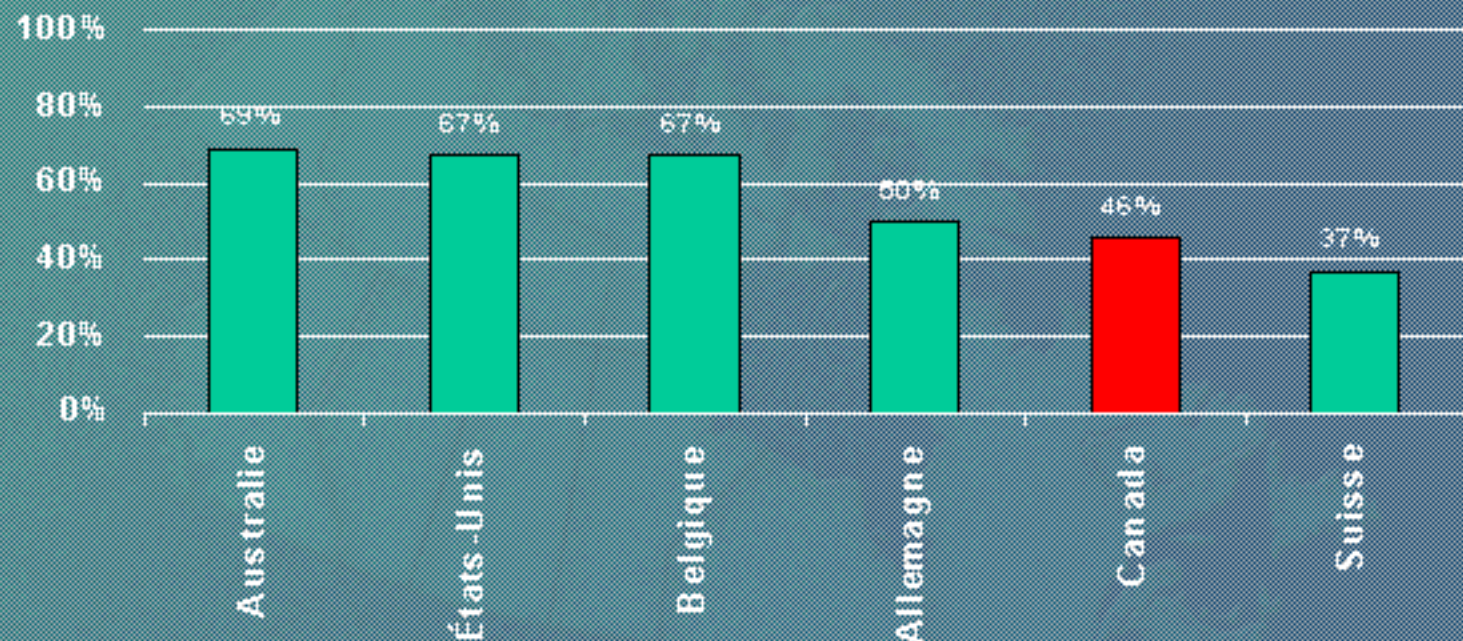


Sources : Statistique Canada et Comptes publics

Les dépenses de programmes fédérales sont à leur plus bas niveau depuis 1948...

Répartition des revenus

Part fédérale des recettes (en % des recettes totales)



Sources : Commission Séguin et Statistique Canada

**Au Canada, le gouvernement fédéral occupe
une part modeste des champs fiscaux**

Autonomie des gouvernements provinciaux garantie par leur accès aux principales sources de revenus

Ottawa et les provinces
se partagent les
assiettes fiscales
traditionnelles

Sources de recettes communes		
	<u>Fédéral</u>	<u>Provinces</u>
Impôt sur le revenu des particuliers	✓	✓
Impôts sur les sociétés	✓	✓
Taxes de vente	✓	✓
Taxes sur la masse salariale	✓	✓

Assiettes fiscales
uniques aux provinces
en croissance

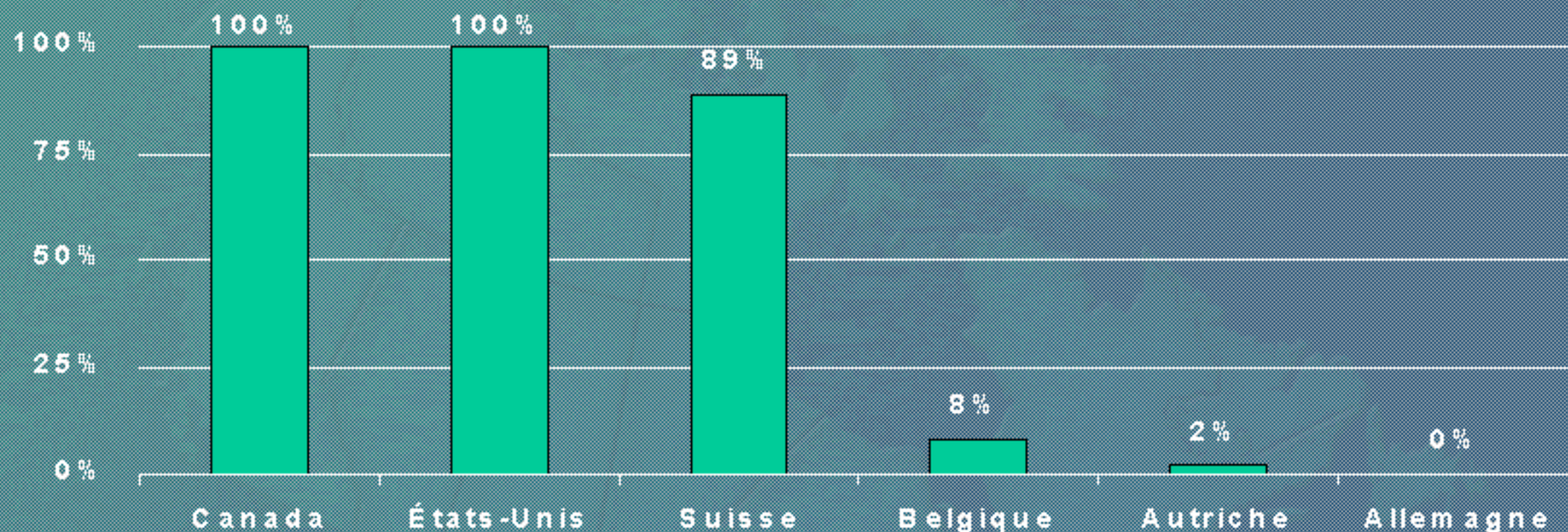
Sources de recettes uniques aux provinces		
	<u>Fédéral</u>	<u>Provinces</u>
Jeux de hasard, vente d'alcool		✓
Impôt foncier		✓
Revenus des ressources naturelles		✓

Assiettes fiscales
uniques au fédéral
restreintes et volatiles

Sources de recettes uniques au fédéral		
	<u>Fédéral</u>	<u>Provinces</u>
Douanes / droits d'importation	✓	
Impôt des non-résidents	✓	

Contrôle des recettes par les provinces

Contrôle des entités constituantes sur leurs assiettes fiscales et leurs taux de taxation (en % de leurs recettes autonomes)



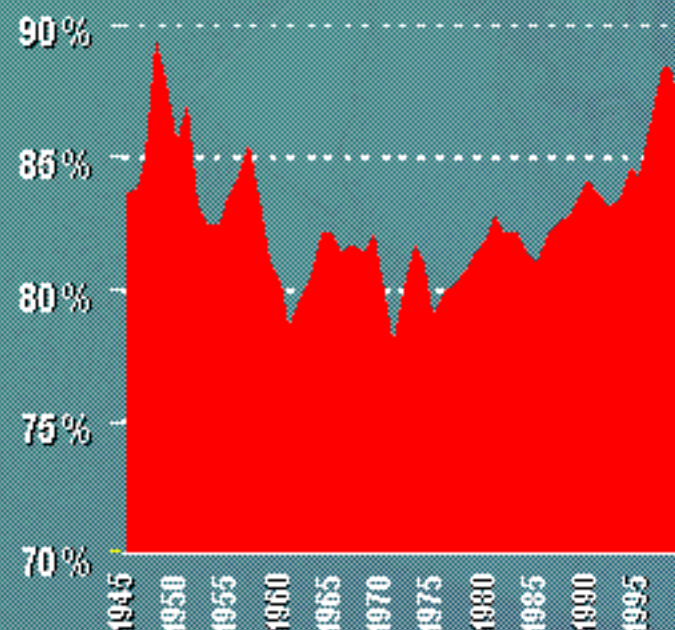
Source : OCDE (1999), Taxing Powers of State and Local Government

Plein contrôle des recettes autonomes - un autre avantage des arrangements fiscaux au Canada

Autonomie fiscale des provinces

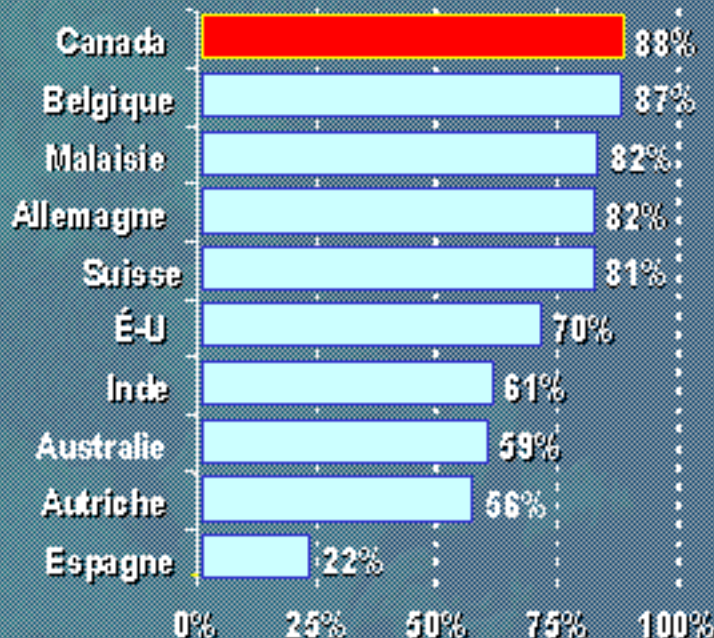
Recettes autonomes en % des recettes provinciales-locales totales

Canada, 1945-2000



Sources : Statistique Canada (2001) et Watts (1999)

International, plus récentes données



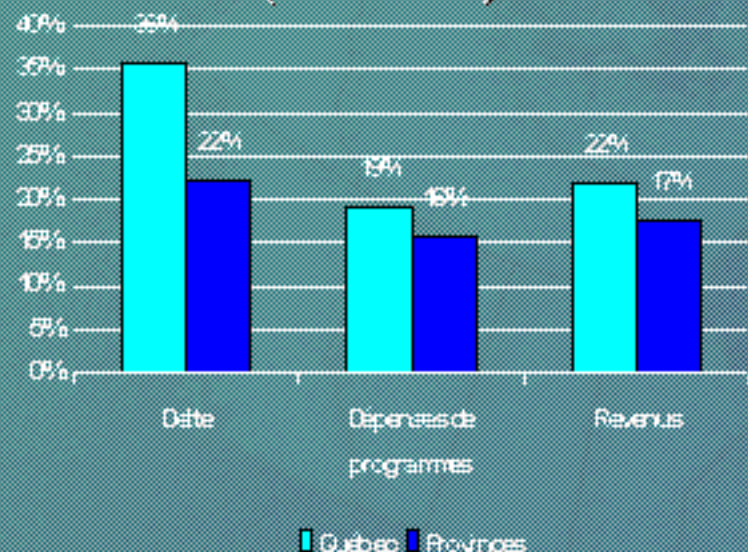
Plus grande autonomie
depuis un demi-siècle

Plus grande autonomie que
dans toute autre fédération

Les gouvernements font leurs propres choix budgétaires

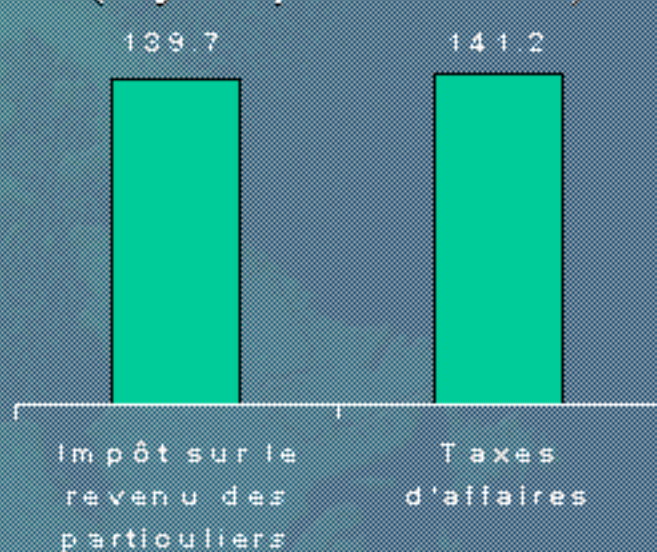
Dépenses de programmes, revenus et effort fiscal, 2001-2002

Dette, dépenses de programmes et revenus
(en % du PIB)



Sources : Comptes publics et Finances Canada

Effort fiscal au Québec
(moyenne provinciale = 100)



Le gouvernement du Québec taxe et dépense davantage que la moyenne

Pouvoir de dépenser et Loi canadienne sur la santé - parfaitement légal et constitutionnel

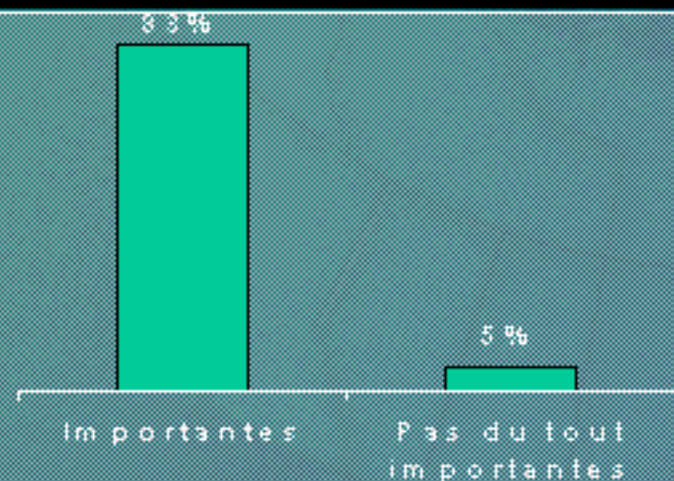
« Le législateur fédéral [a joué] un rôle important dans la fourniture de soins médicaux gratuits à tous dans les diverses régions du pays. Pour ce faire, il a utilisé son pouvoir inhérent de dépenser pour fixer des normes nationales à l'égard des programmes provinciaux d'assurance-maladie. [...] Je souligne en passant que la constitutionnalité de ce genre de subvention conditionnelle a été confirmée par notre Cour dans le Renvoi relatif au Régime d'assistance publique du Canada. »

Eldridge c. Colombie-Britannique (Procureur Général) [1997]

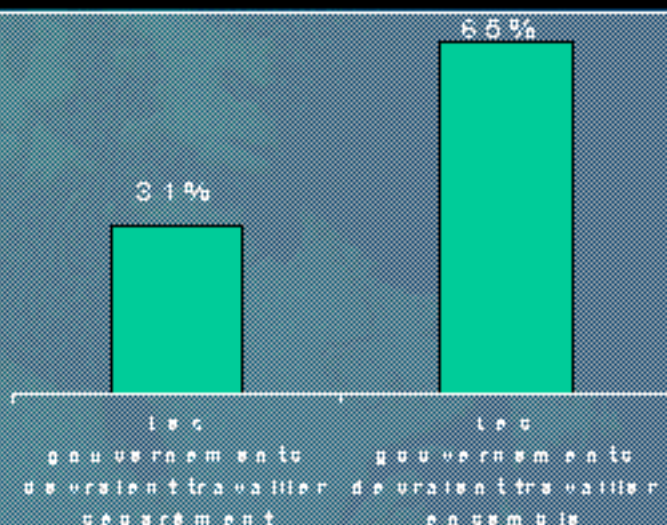
3 R.C.S. 624 au p. 25

L'opinion des Québécois quant à la collaboration entre gouvernements

Les normes nationales pour le régime de santé sont ...



La meilleure façon pour les gouvernements de prendre des décisions dans le meilleur intérêt du Canada...



Sources : Ekos et CRDP-CRDC

Les Québécois sont d'avis que leurs gouvernements devraient collaborer

Conclusions (1)

Le « déséquilibre fiscal » est un mythe.

Les faits montrent que :

les surplus fédéraux sont petits par rapport aux déficits passés

tous les gouvernements font face à des pressions

tous les gouvernements ont accès aux revenus dont ils ont besoin pour financer leurs dépenses

les recommandations de la Commission Séguin replongeraient les finances fédérales dans le cycle des déficits

Conclusions (2)

L'envahissement des compétences provinciales est également un mythe. Les faits montrent que :

Les dépenses de programmes fédérales sont à leur plus bas niveau depuis 1948

Les provinces ont accès aux mêmes sources de revenus que le gouvernement fédéral et les transferts sont assortis de peu de conditions

Les investissements fédéraux se font dans le respect de la Constitution

Les Canadiens, y compris les Québécois, souhaitent que leurs gouvernements collaborent